



RAPPORT DE SYNTHÈSE

Symposium régional sur la cohésion sociale et le vivre-ensemble.
(Paix et Société)

Ouagadougou, 21 au 23 novembre 2019

RAPPORT DE SYNTHÈSE

Du 21 au 23 novembre 2019, s'est tenu à Ouagadougou, sous le très haut patronage de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, le Symposium régional sur « la **cohésion sociale et le vivre-ensemble** » organisé conjointement par le Ministère de l'Administration territoriale de la Décentralisation et de la Cohésion sociale (MATDC), l'association Dialogue sans Frontières, avec l'appui de partenaires techniques et financiers.

Le symposium a connu la participation d'éminentes personnalités universitaires, politiques, administratives, coutumières et religieuses, des organisations internationales et des organisations non gouvernementales et associations venues d'Afrique, d'Europe et d'Amérique.

Le présent rapport qui fait la synthèse des travaux du symposium s'articule autour des points ci-après :

- I. La cérémonie d'ouverture ;
- II. Le déroulement des travaux du symposium ;
- III. La cérémonie de clôture.

I. DE LA CEREMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture du symposium a été placée sous la présidence de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Christophe Joseph Marie DABIRE, représentant Son Excellence Monsieur le Président du Faso, Roch Marc Christian KABORE. L'éclat de la cérémonie a été rehaussé par la présence du Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion sociale, Monsieur Siméon

SAWADOGO et de membres du Gouvernement, du Vice-Président de l'Assemblée Nationale et de députés, du Secrétaire Exécutif du G5 Sahel...

Trois interventions ont rythmé la cérémonie d'ouverture : le mot de bienvenue du premier adjoint au Maire de la commune de Ouagadougou, représentant le Maire ; l'allocution de madame la Présidente du Comité national d'organisation du symposium et le discours inaugural de Son Excellence Monsieur le Président du Faso, représenté par Son Excellence Monsieur le Premier Ministre.

Prenant la parole en premier, le représentant du Maire de la Commune de Ouagadougou a souhaité la bienvenue à Ouagadougou et un bon séjour aux participants, tout en formulant le vœu de réussite aux travaux du symposium.

La deuxième intervention a été faite par la présidente du comité national d'organisation du symposium. Dans son allocution, la présidente a salué les membres du Comité national d'organisation qui n'ont ménagé aucun effort pour la réussite du symposium. Elle a également remercié le Gouvernement, l'ONG Dialogue sans Frontières et les partenaires techniques et financiers qui ont conjugué leurs efforts en vue de la tenue effective du symposium. Elle a terminé son propos en souhaitant un bon symposium aux participants et en présentant ses excuses pour les imperfections dans l'organisation du symposium.

Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Christophe Joseph Marie DABIRE, a enfin ouvert les travaux du Symposium en déclarant notamment que le terrorisme était une calamité et

que la paix était une nécessité impérieuse pour assurer le développement de tout le continent africain. Il a souligné que la consolidation de la paix était le fruit de la réconciliation, le pardon, la confiance et l'acceptation de l'autre. Il a ajouté que la paix nécessite un engagement sans relâche de toute la société à tous les niveaux (politique, économique, social, culturel, juridique, militaire) avant de préciser que les jeunes et les femmes leaders d'aujourd'hui doivent être formés aux valeurs de la culture de la paix et de la tolérance et que les leaders religieux et coutumiers sont l'ultime bastion de résistances face aux monstres qui sèment la désolation dans nos régions.

II. DÉROULEMENT DES TRAVAUX DU SYMPOSIUM

Les travaux du symposium auxquels ont participé des représentants de plusieurs Etats africains, de religieux, de coutumiers, des experts indépendants, de représentants d'organisation et associations de femmes, de jeunes et de la société civile se sont déroulés en plénières et en ateliers autour de huit (8) thèmes principaux :

1. Du panel inaugural sur « Diplomatie parlementaire : démocratie, état de droit et culture de la paix »

Le premier panel présidé par Son Excellence Monsieur Mélégué Maurice TRAORE, ancien Président de l'Assemblée Nationale du Burkina Faso a été consacré à "la diplomatie parlementaire : démocratie, état de droit et culture de la paix." Les panélistes ont évoqué les points ci-après :

- Historique de la notion de diplomatie parlementaire ;
- Structures de la diplomatie parlementaire actuelles ;

- Contenu et activités de la diplomatie parlementaire ;
- Forces et limites de la diplomatie parlementaire.

Des exemples édifiants d'actions de la diplomatie parlementaire en matière de résolution de conflits ont été partagés par les panélistes et les participants qui recommandent une plus grande implication des députés dans la promotion de la cohésion sociale et du vivre ensemble.

2. La synthèse de travaux par atelier

▪ L'atelier 1

L'atelier 1 s'est penché sur le thème de « la prévention et la gestion alternative des conflits. Deux sous thèmes : « Dialogue des religions pour une éducation à la paix et au développement » et « Les expériences du Burkina Faso dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. »

Les travaux de l'atelier ont été présidés Mme Antoinette MONTAIGNE, ancienne Ministre de la transition, chargé de la communication et de la réconciliation nationale. Monsieur Ram Christophe SAWADOGO, Sociologue. L'atelier a enregistré trois interventions.

La première communication du Pasteur Timothée BALBONE, représentant du Président de la Fédération des Eglises et Missions évangéliques (FEME) Pasteur Henri YE. Le Pasteur a indiqué que dans les saintes écritures, il est dit qu'une société qui ne sait pas prévoir est une société perdue. Prévoir c'est avoir de la vision et sans vision on ne peut rien construire. Nous ne pouvons prévoir les conflits si nous n'avons pas une vision. S'inspirant toujours les écritures saintes, souligne que nous

avons tous le même ancêtre nous venons tous du même père et de même mère. Ce qui devrait nous inciter à nous rapprocher, à nous unir, à nous accepter dans nos différences et à nous aimer les uns les autres.

Ensuite, c'était la communication de Monsieur Issa DEME, Directeur de la prévention des conflits au Ministère de l'Administration Territoriale de la Décentralisation et de la Cohésion sociale (MATDC). Pour lui, trois conditions doivent être réunies pour qu'il y ait conflit. Le conflit est la manifestation d'une différence sur un intérêt précis. Elle nécessite la présence d'acteurs, d'un intérêt, puis la manifestation de la différence. Il a présenté une typologie des conflits. Les conflits diffèrent par leur nature Plusieurs mécanismes de prévention et de conflits existent. En matière de prévention le Ministère met l'accent sur la promotion de la cohésion sociale.

Enfin, c'était autour du Pr Youness Farid ABERKANE, représentant le Cheick Ben TOUNES de conclure. Après avoir rappelé que le 16 mai de chaque année a été déclaré journée internationale du vivre ensemble. Elle a été votée à l'unanimité. Chose rare aux Nations-Unies, a réaffirmé que le Burkina Faso regorge encore de valeurs humaines propre à sauvegarder la paix et la cohésion sociale. Il a raconté l'anecdote du cultivateur de melon, qui se mettant à l'esprit que son visiteur finira par vouloir de son melon refuse par trois fois de répondre à son salut de paix.

▪ L'atelier 2

Cet atelier consacré à la « Construction et déconstruction des préjugés » a été animé à travers cinq communications. La

première communication animée par le Pr Alain Joseph SISSAO, chercheur au CNRST s'est articulé autour des points suivants :

- Définition des concepts de parenté à plaisanterie et d'alliance à plaisanterie ;
- Lecture critique sur les préjugés ;
- Défis à relever en matière de gestion des conflits autour de nos valeurs culturelles.

La deuxième communication présentée par le Pr Abdoulaye BARRO, enseignant de philosophie et de religions internationales, a permis de jeter les bases d'une réflexion critique sur le processus de construction et de déconstruction des préjugés avec des exemples tirés de la bible et de documents de guides touristiques pour montrer comment les préjugés se construisent. Tout comme le premier communicateur, le Pr Abdoulaye BARRO a pris le soin de clarifier les concepts de base. Ensuite, il illustra ses propos par des exemples. La corruption est également citée par le communicateur comme facteur de préjugés.

Le troisième communicateur, le Dr Doti Bruno SANOU, historien, a structuré son intervention en deux points :

- ✓ Construction de préjugés, un frein au développement : cas de la ville de Bobo-Dioulasso ;
- ✓ Proposition de solution pour la déconstruction des préjugés :
 - Connaitre l'histoire des peuples ;
 - Se pardonner les crimes de la période coloniale ;
 - Faire émerger une communauté de foi.

La quatrième communication, faite par le Dr Boubacar Sadou LY, a insisté sur le fait que la construction et la déconstruction des préjugés doit se faire dans une logique de cohésion sociale

qui peut se construire à partir du village tout en précisant que les humains doivent revenir à la logique existentielle en tenant compte des deux paramètres horizontal et vertical afin de mieux cerner les manifestations de la vie.

La cinquième et dernière communication, livrée par le Dr Hassan ASLAFY, enseignant chercheur, a porté sur la créolité comme alternative à tous les préjugés. Il a utilisé l'image de l'arc en ciel pour définir la créolité tout en donnant l'exemple des jeunes qui arrivent au Maroc et qui doivent s'adapter au nouveau contexte.

Toutes ces communications ont fait l'objet d'échanges qui ont porté sur les points suivants :

- ✓ Les connaissances nécessaires de soi pour bâtir une société de paix ;
- ✓ La démarche pour déconstruire les préjugés religieux qui sont source de conflits et de division ;
- ✓ La nécessité de reconstruire de nouveaux hommes politiques conscients de valeurs sociales partagées (intégrité, honnêteté...) ;
- ✓ La responsabilité des parents dans l'éducation des enfants ;
- ✓ Le retour à certaines valeurs africaines ;
- ✓ La nécessité de revoir notre système éducatif.

▪ **L'atelier 3**

L'atelier 3 a porté sur le « Rôles et responsabilités des créateurs artistes, comédiens dans la construction d'une culture de la paix. Les travaux se sont articulés autour de communications et d'échanges.

Le Pr Mahamadé SAVADOGO, Enseignant-chercheur à l'Université Joseph KI-ZERBO a entretenu l'assistance sur trois (03) points : La fonction de la propagande de la paix ; la fonction de la subjectivité acceptée ; et l'art et la morale de l'artiste. Selon lui, l'artiste en tant que porte-parole de la société, a un pouvoir d'expression, de sensibilisation et d'éducation en ce sens qu'il exprime et véhicule des messages et des images à travers son art qui peut contribuer à la paix ou inciter à la haine. Il a une forte chance d'être entendu car ayant une forte audience.

Pour Ildevert MEDA, comédien, dramaturge et metteur en scène l'artiste qui a la capacité de véhiculer un message a une grande responsabilité dans la lutte contre les forces du mal. Il rappelle que le comédien qui est un maillon de la scène exécute des ordres donc il y a un sursaut qui interpelle l'artiste à quitter l'art pour l'art à « l'art utile » dans cette période hostile pour le Burkina Faso. Cela permet de véhiculer une image pour le vivre-ensemble.

Pour sa part, le représentant du Bureau Burkinabè du Droit d'Auteur (BBDA), Mohamed Lamine OUEDRAOGO, après une présentation sommaire du BBDA, a défini la culture de la paix et a décliné le rôle du BBDA et des créateurs des œuvres de l'esprit dans la construction de la culture de la paix. La musique peut aborder des thèmes de dialogue, de règlements de conflits dans l'esprit de compréhension et de coopération mutuelle. Les arts graphiques expriment les valeurs qui nous sont chères. La littérature africaine devrait être prise en compte dans l'éducation des enfants.

Le Délégué Général du Festival Panafricain du Cinéma et de la Télévision de Ouagadougou (FESPACO) a quant à lui affirmé que les artistes sont sensibles et engagés mais des contraintes liées

à la production et à l'accessibilité des œuvres limitent l'impact de leurs interventions.

Quant au Secrétaire Général de la Fédération panafricaine des Cinéastes (FEPACI), il estime que des séries télévisuelles invitent à cultiver le vivre-ensemble et la cohésion sociale. Il faut faire en sorte que les conflits ne dégénèrent en conflits ouverts, violents.

Enfin, la comédienne Georgette PARE a partagé son expérience de comédienne et de communicatrice en indiquant que l'artiste en tant miroir du peuple a le devoir de préserver les valeurs sociales et sociétales.

L'atelier 4 avait pour thème « Médias et sociétés (Menaces, dérives et manipulations » Il a été animé par le Pr Serge Théophile BALIMA, Boureima Jérémie SIGUE (le PDG du journal Le Pays), et Béatrice DAMIBA, ancienne présidente du Conseil Supérieur de la Communication.

D'entrée, le Pr Serge Théophile BALIMA a relevé que « cohésion sociale et vivre ensemble » sont deux concepts de la même matrice. Ils sont adossés à la paix et la paix est le catalyseur du vivre ensemble qui repose sur l'amour, la compréhension et la tolérance. Des valeurs fondamentales rudoyées et menacées par la culture, la religion et la politique. Pour un monde de paix, de développement, de compréhension pacifique entre les hommes, les médias doivent exercer leur pouvoir de bâtisseurs et de diseurs de vérité.

Jérémie SIGUE estime qu'il faut aux journalistes, une maîtrise de la déontologie et de l'éthique, car les médias peuvent aussi être des instruments horribles de destruction. Il a interpellé chaque journaliste à prendre conscience de la mission de contribuer à bâtir un monde plus juste par le rejet de

l'extrémisme, de la radicalisation et de tout populisme. Il est connu que l'extrémisme se nourrit des échos des médias. Une problématique qui se pose à la conscience des acteurs des médias.

Intervenant à sa suite, Madame Béatrice DAMIBA, ancienne présidente du Conseil Supérieur de la Communication s'est penchée sur le rôle et l'avenir du journalisme dans nos sociétés à l'heure de la concurrence et des nouvelles technologies de l'information et de la communication (internet, réseaux sociaux). Pour elle, un journaliste non formé est un danger pour la société. Il peut être manipulé par les pouvoirs politiques et économiques. Elle recommande donc la formation des journalistes pour les rendre indépendants vis-à-vis de ces influences. Elle a déclaré que public est de plus en plus averti. Il n'est plus un récepteur passif de l'information. Par conséquent, les journalistes doivent faire attention aux *fakes news*, en recoupant les sources d'information et en ne prenant pas les réseaux sociaux comme des agences d'information. Elle a terminé en invitant les journalistes à se réapproprier et à promouvoir les valeurs sociales qui sont des socles de la cohésion sociale et du vivre ensemble.

▪ L'atelier 5

« Panafricanisme et développement : antidote pour le vivre ensemble (revisiter la charte culturelle de l'Afrique et la convention 2005 de l'UNESCO sur la culture) » Cet atelier a été animé à travers deux communication.

La première communication a été livrée par l'Ambassadeur Bruno Nongma ZIDOUEMBA. Son intervention s'est articulée sur la définition du panafricanisme, la présentation du

panafricanisme comme mouvement culturel et la présentation du panafricanisme comme théorie politique et économique.

Il a défini le panafricanisme comme une prise de conscience des communautés africaines et afro descendantes de s'unir pour revaloriser la réputation du noir à travers le continent africain et sa diaspora. Concernant le panafricanisme comme mouvement culturel, il a fait remarquer qu'il s'est développé à travers l'Amérique, l'Europe et l'Afrique. S'agissant panafricanisme comme théorie politique et économique, le communicateur a cité en exemple la création de l'Organisation de l'Unité Africaine devenue l'Union Africaine, la création de la compagnie Air Afrique et récemment la création de la zone de libre-échange et en perspective la création de l'ECO ainsi que la monnaie unique de l'Afrique.

La deuxième communication livrée par l'Ambassadeur Bassirou SANOGO a porté sur la charte culturelle de l'Afrique et la convention 2005 de l'UNESCO sur la culture

Le second exposé sur la charte culturelle de l'Afrique et la convention 2005 de l'UNESCO sur la culture a été présenté par l'Ambassadeur Bassirou SANOGO.

Mais avant et en complément à la communication de l'Ambassadeur Bruno Nongma ZIDOUEMBA, il a souligné que sur le plan politique la démarche panafricaine a permis :

- La libération progressive du continent du joug colonial ;
- La tenue du festival des arts nègres, Festival panafricain d'Alger, le FESPACO ;
- Des consensus sur des problèmes politiques (boycott de l'Afrique du sud raciste) ;

- La création des ensembles économiques régionales et sous régionales (UEMOA, CEDEAO, CEMAC) ;
- Les jeux africains et la coupe d'Afrique des Nations.

Pour ce qui concerne les apports de la charte culturelle africaine, le communicateur a précisé que depuis son adoption en décembre 2006 à Nairobi au Kenya seulement quinze Etats africains dont douze de l'Afrique de l'Ouest sur les cinquante-quatre Etats l'on ratifié tout en soulignant un certain nombre d'exigences parmi lesquelles :

- La diversité culturelle et l'unité africaine constituent un facteur d'équilibre, une force pour le développement économique et social de l'Afrique, la résolution des conflits, la réduction des inégalités et l'injustice au service de l'intégration nationale ;
- La nécessité d'une mobilisation universelle en faveur du dialogue, entre les civilisations pour répondre aux défis lancés par la modernisation aux identités et à la diversité culturelle ;
- L'instauration de coopération culturelle entre les Etats membres en vue du renforcement de l'unité africaine à travers l'usage des langues africaines et la promotion du dialogue entre les cultures.

Les deux communications ont été suivies des débats et des recommandations ont été formulées comme suit :

- Concevoir des politiques de développement de l'Afrique encrées sur les valeurs culturelles africaines ;
- Combattre le déséquilibre d'information entre l'Afrique et le reste du monde pour construire une image forte de l'Afrique ;

- Créer une synergie d'actions entre les OSC et les Etats pour la mise en œuvre des actions entrant dans le cadre du panafricanisme ;
- Mettre en place des outils permettant aux jeunes d'imprégner des valeurs liées à la solidarité et à l'union.

Une séance plénière de restitution des travaux des ateliers s'est déroulée ainsi que la restitution de ceux des Espaces Dialogue des jeunes et des femmes leaders. Elle a été également consacrée à l'ébauche de la déclaration du processus de Ouagadougou.

II. DE LA CEREMONIE DE CLOTURE

La cérémonie de clôture est intervenue le samedi 23 novembre en fin de matinée. Elle s'est articulée autour de la présentation du rapport de synthèse du symposium par le Rapporteur général ; la lecture de la Déclaration de Ouagadougou par Damase ZOURE ; les mots de remerciements de Filipe SAVADOGO et le discours de clôture du Ministre délégué auprès du Ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion sociale, chargé de la Décentralisation et de la Cohésion sociale, Madame Madiara SAGNON/TOU.

Fait à Ouagadougou, le 23 novembre 2019.

Rapporteur général : Pr Salaka SANOU

Co-rapporteurs :

- Bruce Emmanuel SAWADOGO
- Koba Boubacar DAO
- Prosper TIENDREBOGO
- Dramane BAGAYA